Royaume du Maroc





Direction des Etudes et des Prévisions financières

Déficit structurel et déficit cyclique au Maroc

Septembre 1998

Document de travail n° 33

Déficit structurel et déficit cyclique au Maroc

Septembre 1998

La maîtrise du déficit budgétaire qui conditionne la stabilité macroéconomique (compte courant, inflation, croissance…) est tributaire de la connaissance des causes qui sont à son origine.

Le déficit budgétaire au Maroc trouve son origine dans deux sources différentes : celle d'ordre conjoncturel liée au cycle économique et celle plus durable se rapportant aux structures même de l'économie. Le déficit conjoncturel disparaît avec l'amélioration de la conjoncture. Quant au déficit structurel, il nécessite des réformes profondes pour sa réduction.

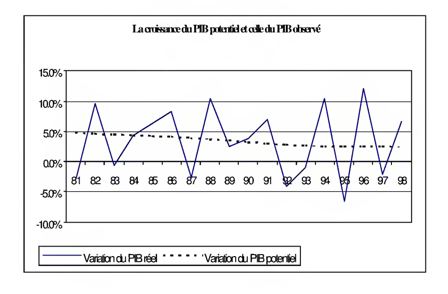
La distinction entre les composantes conjoncturelle et structurelle du déficit[1] est fonction de l'écart entre la production observée et la production potentielle. Celle-ci désigne le produit intérieur brut qui peut être durablement réalisé sans générer de déséquilibre sur les marchés des biens et services et du travail. Il ne correspond pas au niveau maximal de production réalisable à un instant donné, mais au niveau soutenable caractérisé par la stabilité à la fois de l'inflation et des salaires.

La présente note se propose d'évaluer les composantes conjoncturelle et structurelle du déficit budgétaire. Mais au préalable, il est nécessaire de déterminer la croissance potentielle.

1. La croissance potentielle

Le calcul du déficit cyclique repose sur la croissance tendancielle. Ainsi, il a été jugé opportun de faire le point sur son évolution sur la période 1980-1998.

Le graphique ci-après met en évidence la croissance potentielle et celle observée. L'examen de la partie tendancielle fait ressortir une croissance qui dépasse 4% sur la période 1980-1990. Les sécheresses des années 90 ont ramené la croissance potentielle à un niveau plus faible ne dépassant pas 3%.



[1] Voir leur méthodologie d'évaluation en annexe.

2. Déficit budgétaire cyclique

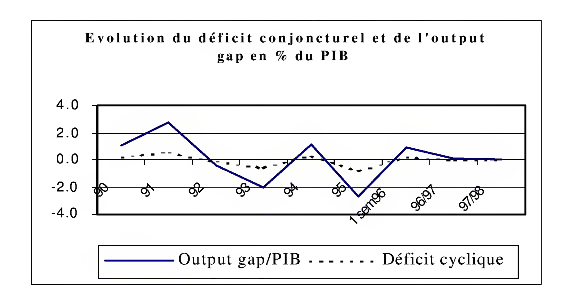
L'étude a été menée sur la période 1990-1998. Le déficit conjoncturel évolue de manière proportionnelle à l'Output gap qui est la différence entre le PIB observé et le PIB potentiel. Le graphique ci-après qui met en évidence la relation entre ces deux éléments et le tableau ci-dessous font ressortir les constatations suivantes :

- Le déficit cyclique au Maroc ne dépasse pas 1% du PIB. En effet, au cours des années de sécheresse de 1992, 1993 et 1995, le déficit cyclique a été évalué respectivement à 0.1, 0.6 et 0.8 point du PIB.

- Pour les années de récession, la contribution du déficit cyclique au déficit total a été de 25% et 15% respectivement en 1993 et 1995.

- Au cours des années 1990, 1991 et 1994, un excédent conjoncturel compris entre 0.2 et 0.6 point du PIB a été dégagé en raison d'une croissance observée supérieure à la croissance potentielle.

- Depuis le changement du calendrier fiscal, le déficit cyclique est devenu moins important. Ainsi, il a été de l'ordre de 0.02% du PIB pour l'exercice 1996-1997 alors que pour l'exercice budgétaire 1997-1998, les effets de la conjoncture ont été presque neutralisés. Ceci s'explique par l'alternance durant les années 1990 de mauvaises et bonnes campagnes agricoles.



En % du PIB

	90	91	92	93	94	95	1sem96	96/97	97/98
Déficit total	-3.54	-3.10	-2.18	-2.41	-3.17	-5.17	-1.86	-2.15	-3.16
Déficit structurel	-3.78	-3.72	-2.07	-1.81	-3.49	-4.40	-2.14	-2.18	-3.16
Déficit cyclique	0.24	0.62	-0.12	-0.61	0.33	-0.76	0.28	0.02	0.00
Solde primaire	2.67	2.39	3.36	3.49	2.49	0.79	3.21	3.25	1.22
Intérêts de la dette	6.20	5.49	5.55	5.91	5.66	5.96	5.07	5.41	5.16

le signe " + " signifie un excédent

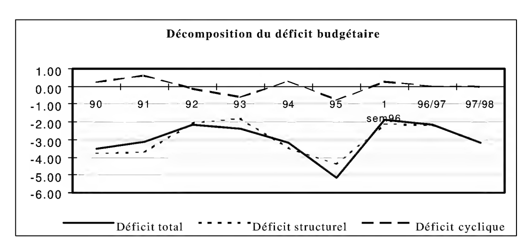
3. Déficit structurel

Le déficit structurel au Maroc est élevé. Le graphique ci-après montre qu'il est quasiment proche du déficit global, surtout depuis l'adoption du nouveau cycle budgétaire.

Le niveau important du déficit structurel résulte d'une part du caractère incompressible des dépenses du personnel et de la dette et d'autre part de la faible élasticité des recettes fiscales à la conjoncture économique en raison de l'étroitesse de la base imposable.

Pour accroître les marges de manœuvre en matière des finances publiques, le Gouvernement devrait centrer la réflexion sur des mesures structurelles pour réduire le déficit budgétaire. Ceci est d'autant urgent que ce sont surtout les recettes à caractère exceptionnelles qui ont contribué à la réduction à 3% du déficit budgétaire ces dernières années.

Les réformes structurelles devraient s'attacher à l'élargissement de la base imposable, à l'optimisation de la gestion du personnel, à la réduction du train de vie de l'Etat et à la gestion active de la dette.



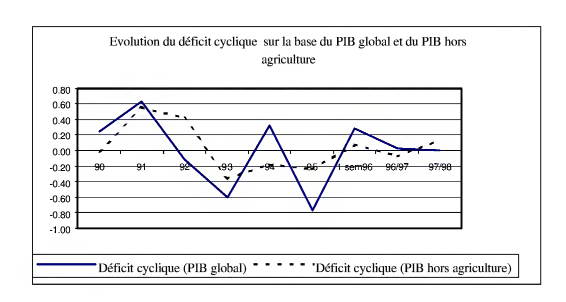
4. Croissance potentielle du PIB hors agriculture

Pour tenir compte de l'exonération du secteur agricole, l'identification des composantes structurelle et conjoncturelle du déficit a été déterminée en se basant sur le PIB hors agriculture.

Cette démarche (voir graphique ci-après) a permis de faire les remarques suivantes :

?? Le déficit cyclique est généralement réduit de moitié quand le secteur agricole n'est pas pris en considération en raison de l'élimination des fluctuations conjoncturelles résultant des aléas climatiques. Des exceptions ont été constatées en 1991, 1993 et 1995. La bonne récolte de 1991 n'a exercé pratiquement aucun effet sur les finances publiques eu égard à l'exonération du secteur agricole si bien que l'excédent cyclique s'est maintenu à 0.6 point. Le déficit cyclique enregistré en 1993 et en 1995 s'explique par le dynamisme limité des activités secondaires et tertiaires du notamment aux effets induits de la sécheresse et à la faiblesse de la demande étrangère adressée au Maroc.

?? Le constat relatif à la quasi disparition du déficit cyclique avec l'adoption du nouveau calendrier budgétaire reste toujours confirmé.



5. Conclusion

La décomposition du déficit budgétaire sur la période 1990-1998 en déficits structurel et conjoncturel permet de tirer les enseignements suivants :

- Avec l'adoption du nouveau cycle budgétaire, les effets conjoncturels sur l'équilibre budgétaire de l'Etat ont été complètement neutralisés. En conséquence, le nouveau cycle budgétaire peut biaiser les résultats et aboutit à des objectifs contraires à ceux initialement escomptés en terme d'amélioration de la visibilité. Le retour au cycle budgétaire qui correspond à l'année civile n'aura donc que des effets bénéfiques.

- Le déficit budgétaire est éminemment d'ordre structurel. En effet, le déficit cyclique est faible au Maroc et ne dépasse pas 1% du PIB. De ce fait, les marges de manœuvre paraissent limitées à moins d'accélérer les réformes structurelles.

- Pour que l'amélioration de l'activité économique puisse se répercuter sur le déficit budgétaire, il est primordial d'élargir la base imposable et de réduire au maximum le champ des exonérations.

Annexe méthodologique

En pratique, la distinction entre les composantes conjoncturelle et structurelle du déficit est sensible à l'estimation de l'écart entre la production observée et la production potentielle.

Le PIB potentiel désigne le produit intérieur brut qui peut être durablement réalisé sans générer de déséquilibre sur les marchés des biens et services et du travail. Il ne correspond pas au niveau maximal de production réalisable à un instant donné, mais au niveau soutenable caractérisé en pratique par la stabilité à la fois de l'inflation et des salaires.

L'écart relatif entre le PIB observé et le PIB potentiel, que la terminologie anglo-saxonne désigne sous le nom de « Output gap », permet ainsi de mesurer la distance qui sépare temporairement une économie de ce niveau de référence. L'output gap est positif s'il y a des tensions sur l'appareil productif, ou négatif si les facteurs de production sont sous utilisés.

Les méthodes de calcul du PIB potentiel sont multiples. On privilégie dans le cadre de cette note d'estimer le PIB potentiel par le PIB tendanciel. La méthode utilisée est la technique du filtre de Hodrick-Prescott qui consiste à calculer des moyennes mobiles sur la série du PIB pour obtenir une tendance plus lissée[2].

Le déficit public à la période t est défini par : $T_t \; ? \; G_t \; ? \; D_t$
Avec : G : les dépenses publiques, T : les recettes publiques, D : le déficit

On suppose dans ce qui suit que la majorité des recettes ordinaires sont liées (de manière directe ou indirecte) proportionnellement à l'activité économique.

Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, si on pose : $T_t \; ? \; a.Y_t$ avec Y_t la production courante et a : le taux de taxation de la production courante.

Les composantes cyclique et structurelle du déficit budgétaire se définissent comme suit :

- **Le déficit cyclique** résulte du fait qu'il y a moins de recettes fiscales ou plus de dépenses (transferts) ou les deux à la fois en raison de la faiblesse de l'activité économique (problème de sécheresse). Il s'obtient de la manière suivante : $a.p_t.(y_t \; ? \; \overline{y_t})$ avec y_t : la production potentielle et p_t : le déflateur du PIB.

- **Le déficit structurel** est la différence entre le déficit observé et le déficit conjoncturel tel qu'il est calculé auparavant. Il est calculé de la manière suivante : $\overline{D_t} \; ? \; D_t \; ? \; a.p_t.(Y_t \; ? \; \overline{Y_t})$. Economiquement, le déficit structurel est celui qui se réaliserait si l'économie était en situation de stabilité de l'inflation et des salaires (production égale à $\overline{Y}$). Ainsi, les impôts sont accrus de $a.p_t.(y_t \; ? \; \overline{y_t})$ et le déficit est réduit d'autant.

[2] Pour plus de détail sur la croissance potentielle et les différentes techniques de son évaluation, se référer à la note de la DEPF intitulée « Croissance tendancielle de l'économie marocaine », juin 1996.